

ARGENTINE-URUGUAY - Entre colère et tristesse, le feuilleton des fabriques de papiers (par Adolfo Pérez Esquivel)

mercredi 28 juin 2006, mis en ligne par [Dial](#)

“Les frères doivent rester unis ;

c’est la première des lois.

Ils doivent garder une véritable union

En toutes circonstances,

Car s’ils se disputent entre eux,

Ceux du dehors viendront et les dévoreront”.

J. Hernández - *Martin Fierro* [1].

Les gouvernants de l’Argentine et de l’Uruguay devraient toujours se souvenir que ces deux peuples frères sont unis par l’histoire et par la vie. Mais malheureusement, aujourd’hui, ils s’affrontent à cause de la construction de deux usines de cellulose à Fray Bento en Uruguay, juste en face de la cité argentine de Gualaguaychi. Comme on n’arrivait pas à trouver une solution entre les deux pays, le conflit a été porté devant la Cour Internationale de La Haye pour qu’elle définisse la raison de ces positions déraisonnables.

Le gouvernement de l’Uruguay cherche à protéger les intérêts de l’entreprise finlandaise Botnia et de l’entreprise ENCE de Galice et, pour cela, il brandit les drapeaux de la souveraineté nationale et le droit qu’a l’Uruguay d’aller de l’avant dans la construction de ces usines. Tout ceci, bien sûr, sans respecter les accords bi-nationaux.

En fait, ces entreprises internationales n’ont que faire de la vie des peuples riverains. Leur unique préoccupation est de privilégier le capital financier plutôt que le capital humain. Les arguments avancés sont en réalité très faibles lorsqu’ils assurent par exemple que ces usines vont donner des postes de travail à la population. En effet, l’expérience montre que le nombre de postes sera peu important.

Pour l’Argentine, le problème consiste à trouver une solution afin d’arrêter les manifestations sociales que la population de Gualaguaychù et de Colon ont organisées contre l’installation de ces usines de cellulose à cause du degré de pollution et de destruction de l’environnement qu’elles provoqueraient chez les habitants de ces deux villes argentes.

La politique du gouvernement a été erratique et faible. Il n’a vraiment réagi que lorsque le peuple s’est mobilisé et a porté le problème non seulement au niveau de la province argentine d’Entre Rios, mais aussi au niveau national et international en réclamant une étude d’impact sur l’environnement et la santé de la population, et sur les conséquences socio-économiques qui résulteraient de l’installation de ces usines de cellulose sur le fleuve Uruguay. Les manifestations, les coupures de routes et de ponts ont pour but de demander l’interruption des installations de ces usines de cellulose en face de la ville argentine de Gualaguaychù. C’est toute une longue histoire de silences et de manoeuvres cachées qui s’est prolongée pendant des années et qui éclate à présent au grand jour grâce aux protestations sociales.

Tant de mesquineries et de manque de respect du peuple provoquent rage et tristesse. Les deux

gouvernements ont joué un bien triste rôle en présentant leurs accusations mutuelles devant la Cour Internationale de La Haye. Leurs attitudes respectives mettent en évidence la détérioration des relations entre les deux pays, pendant que les entreprises, elles, gardent le silence et continuent la construction des usines.

Cela provoque rage et tristesse de savoir que les présidents de l'Argentine et de l'Uruguay n'aient même pas accusé réception, ni même répondu à la sollicitation d'une demande d'entretien, le 22 mars, demande qui a été remise au gouvernement par le Chef du Cabinet, Alberto Fernandez, afin de traiter du problème posé par l'installation de ces usines de cellulose qui affectent les populations et de demander aux deux présidents qu'ils se réunissent sans poser de conditions préalables.

Parmi les personnalités qui ont signé cette demande d'entretien se trouvent les présidents des Conférences Episcopales des deux pays, des évêques et des représentants des Eglises Evangéliques, des écrivains, des intellectuels, des artistes, des syndicalistes et bien d'autres personnes connues.

Le Service Paix et Justice (SERPAJ) d'Uruguay, à Montevideo, a remis au gouvernement de ce pays la même demande d'entretien sans aucune réponse jusqu'à présent. Des efforts pour rapprocher les points de vue ont été faits grâce à la volonté des organisations sociales des deux pays, mais hélas, il n'existe pas de volonté politique des gouvernants. Le manque de vision claire de leur part pour parvenir à résoudre ce conflit et pour réaliser l'intégration régionale est très préoccupant.

La décision que pourra prendre ou ne pas prendre la Cour Internationale de La Haye ne modifiera pas le problème de fond. En fait, il faudrait traiter des investissements étrangers effectués par les entreprises transnationales et des conditions léonines qu'elles imposent aux pays où elles s'installent. Les industries polluantes dont on ne veut pas en Europe, on les déplace vers les pays d'Amérique Latine, d'Asie et d'Afrique.

Enfin, on ne défend pas la souveraineté de nos pays en vendant de façon inconsidérée à des étrangers des terres pour des plantations d'eucalyptus avec les graves conséquences d'appauvrissement des sols qui en résultent.

Buenos Aires, 12 juin 2006.

Adolfo Pérez Esquivel.

Traduction de Francis Gély.

Résumé : Les présidents d'Argentine et d'Uruguay, au lieu de rechercher entre eux des solutions au conflit posé par l'installation des usines de cellulose en Uruguay et malgré les propositions de médiation faites par de nombreuses personnalités et associations de ces deux pays frères, ont préféré transmettre le dossier à la Cour Internationale de La Haye. Ceci provoque colère et tristesse chez beaucoup de citoyens conscients de ce manque de courage des gouvernants.

Notes

[1] Martin Fierro, un gaucho, est une figure mythique de la littérature argentine